

# L'ÉVEIL

## de la nation

Hebdomadaire togolais d'informations générales - Fondé en 2004 Prix : 250 F CFA

**Lutte contre l'extrémisme religieux et les attentats terroristes: Les "Amazones de la République" lancent une campagne de sensibilisation à Lomé** P.6

**Lutte contre la corruption et le sabotage économique : Les "coups de poing" de Faure Gnassingbé contre les pilleurs**  
**Robert Dussey a-t-il joué un rôle dans l'arrestation de Kodjo Menan ?**



Le Président Faure Gnassingbé

P.4

**Rencontre Faure Gnassingbé-Chefs traditionnels : Jean-Pierre Fabre dévoile son hostilité à la voie ouverte vers les élections locales** P.3



Jean-Pierre Fabre, chef de file de l'opposition

**Sit-in des jeunes de l'ANC les 4 et 5 avril prochain : Quand les comportements des aînés se déteignent sur la jeunesse** P.5



Jean Eklou, Pdt de la jeunesse de l'ANC

**Double confrontation Togo-Tunisie : Le public sportif déçu, ignore que le football togolais sort à peine d'une crise** P.7



Duel entre Epervier (g) et Aigle (dt)

**Elections locales au Togo : Faure Gnassingbé "irréversiblement" engagé pour un processus participatif et inclusif** P.3



Le Président Faure s'adressant aux têtes couronnées

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016

**EXIGEZ  
LA QUITTANCE  
SÉCURISÉE  
POUR PLUS DE  
TRANSPARENCE  
DANS LA COLLECTE  
MANUELLE DES  
RECETTES DE L'ÉTAT**



**FEDERER POUR BATIR**  
[www.otr.tg](http://www.otr.tg)



**ESMC**  
**ENTREPRISE SOCIALE DE MARCHÉ COMMUN**  
Conseil en Organisation des Affaires Commerciales, Recherche & Développement de logiciels, Exploitation du Progiciel MCNP, Commerce sur Internet  
RCCM N° : TG-LOME 2014 B 514 - N°FISCAL 1455870 - N°CNC5 42425

## COMMUNIQUE

Dans le cadre de la réalisation et l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) notamment l'objectif 1: « *éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde* » et l'objectif 8: « *promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un vrai travail décent pour tous* », l'Entreprise Sociale de Marché Commun (ESMC) a mis en place l'outil progiciel **MCNP** pour l'exécution de ces ODD à l'horizon 2030.

Pour ce faire un appel à candidature est lancé par l'ESMC à toute personne physique pour le recrutement des « *intégrateurs humains sans-laissés-pour-compte* » dont la mission consiste à :

- Exécuter les souscriptions aux Comptes Marchands et aux Bons de Consommation pour soi et pour tiers.
- Exécuter l'activation pour tous (ouverture de Comptes Marchands pour soi et pour tiers).

### Conditions à remplir :

- Souscrire soi-même au Compte Marchand et à 10 Comptes pour tiers au montant de vingt-six mille huit cent soixante-quinze francs CFA (26.875 F CFA),
  - Remplir le formulaire de l'offre d'emploi « *d'intégrateurs humains sans-laissés-pour-compte* »,
  - Maîtriser l'outil informatique,
  - Parler couramment le français et une langue de la localité d'affectation,
  - Bien maîtriser la localité d'affectation.
- \* **NB : Disposer d'un ordinateur ou d'une tablette, d'une moto avec une visite technique, d'une assurance moto à jour et d'un permis de conduire est un atout majeur.**

L'inscription est ouverte sur le site [www.esmcgacsource.com/inscription](http://www.esmcgacsource.com/inscription) autonome offreur d'emploi *d'intégrateurs humains sans-laissés-pour-compte*.

Pour d'amples informations et pour la souscription appeler les numéros suivants : + (228) 93 6662 75 / 96 00 11 85.

**Elections locales au Togo :**

**Faure Gnassingbé " irréversiblement " engagé pour un processus participatif et inclusif**

Quelques jours seulement après avoir décidé en conseil des ministres de la création de nouvelles préfectures et communes afin de rapprocher l'administration des administrés pour une meilleure qualité du service public, Faure Gnassingbé vient encore de prouver sa ferme volonté d'organiser les élections locales. Et pour y arriver, les avis des chefs traditionnels, premiers responsables administratifs des populations à la base avec qui, ils sont constamment en contact, sont d'une importance capitale.

Prenant conscience de cette importance, Faure Gnassingbé s'est entretenu mardi au palais de la présidence à Lomé, avec une délégation des chefs traditionnels du Togo, afin de recueillir leurs points de vues et apports sur ce sujet épineux, mais très important que constitue les élections locales.

" J'accorde une grande importance à la décentralisation. Plusieurs fois, on n'a parlé des élections locales, mais on n'a jamais réussi à les organiser. Le sujet occupe le débat politique, mais le gouvernement ne peut pas décider



Le Président Faure devant...



...les chefs traditionnels

tout seul sans votre avis ", a déclaré le Président de la République au cours de la rencontre.

En toute humilité, Faure Gnassingbé a reconnu devant les têtes couronnées que les choses avaient entraîné pour des raisons politiques et structurelles, mais, il était désormais hors de question que le Togo reste en marge alors que la plupart des pays de la région ont déjà adopté une politique de décentralisation.

Dans ses propos, le Président de la République a laissé entendre que la décentralisation qui permettra d'amé-

liorer le fonctionnement organisationnel et l'Etat, sera mieux préparée pour faire face aux besoins des communautés à la base. A cet effet, a-t-il poursuivi, l'engagement des autorités en faveur de la décentralisation est désormais irréversible.

Contrairement donc à ce que se sont permis de dire certains leaders de l'opposition, enclin à un pessimisme sans pareil, et sceptique quant aux efforts du gouvernement, Faure Gnassingbé a démontré à travers cette rencontre que le bien être de la population, et l'amélioration des conditions de vie de tous les togolais

passaient avant tout autre débat politique stérile qui n'apportent rien d'avantageux à ce peuple.

"La décentralisation permet d'améliorer l'organisation administrative et de la rendre plus efficace en déléguant des pouvoirs à des élus locaux. Nous devons tous œuvrer à son succès car l'objectif ultime est de faire reculer la pauvreté. Le gouvernement ne peut pas agir tout seul. C'est pourquoi nous avons tenu à recueillir vos observations, vos suggestions et vos critiques pour mieux avancer", a indiqué le Président de la République.

Cette rencontre a, par ailleurs, permis de préciser " l'esprit et les modalités de mise en œuvre de ce projet qui aura une incidence majeure sur l'organisation administrative du Togo".

Responsable de la gestion des collectivités locales de par son portefeuille, le ministre de l'administration territoriale Payadowa Boukpepsi, a rappelé au cours de cette rencontre que le processus de décentralisation

en cours doit être inclusif et permettre aux forces vives de la nation d'apporter leur part d'opinion pour l'amélioration du travail entamé.

Cette première rencontre avec les chefs traditionnels, s'explique par le fait que les garants des us et coutumes ont un important rôle à jouer dans la mise en œuvre de la feuille de route de la décentralisation, et pour cause, l'atteinte des objectifs du développement local nécessite une synergie d'action et une cohésion des trois principaux acteurs de la commune que sont : le chef canton, le maire et le préfet ", a expliqué le ministre Payadowa Boukpepsi.

Insistant sur le rôle important que joueront les chefs traditionnels dans ce processus, ce dernier a, par ailleurs, ajouté : " les chefs canton seront davantage sollicités, car, ils auront une double missions : d'abord celle régalienne de gardien des us et coutumes dans son ressort de compétence, ensuite, celle d'acteur de développement à la base où, il continuera d'être une source d'inspiration pour les conseillers municipaux et pour le maire ".

Pour l'heure, la feuille de route soumise au gouvernement par le comité technique mis en place en 2014, est en train d'être mise en œuvre. Les togolais peuvent donc se réjouir de voir les choses bouger vers l'organisation dans les meilleurs délais des élections locales, qui, selon le Président de la République, " va bouleverser beaucoup de choses ".

G/N

**Création de nouvelles préfectures et communes : Le processus de décentralisation en marche vers les élections locales**

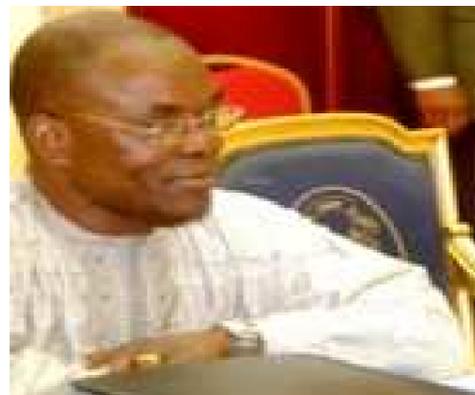
Lancé depuis des années, avec pour objectif de rendre une certaine autonomie aux régions, afin de promouvoir une meilleure gestion des ressources investies dans ces régions, le processus de décentralisation vient de connaître un nouvel élan, avec cette fois un pas décisif franchi vers la tenue des élections locales au Togo.

Réunis en conseil des ministres la semaine dernière, sous la conduite du Président de la République, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, le gouvernement a, en effet, adopté un projet de loi portant création de quatre (4) nouvelles préfectures au Togo, avec pour objectif principal de " rapprocher l'administration des administrés pour une meilleure qualité du service public ".

" La création de ces nouvelles préfectures se situe dans le prolongement des efforts que déploie le gouvernement pour améliorer l'organisation administrative du territoire national. Il s'agit de la préfecture de Mô, de la préfecture d'Agoé-Nyivé, de la préfecture de l'Oti-Sud et de la préfecture de Naki-Est ", précise le communiqué ayant sanctionné cette rencontre hebdomadaire du gouvernement.

Cette décision, qui est le fruit d'une démarche longuement murie, traduit l'engagement du gouvernement dans le processus de décentralisation, et sa détermination à rendre autonome toutes les collectivités du pays, afin de mieux élaborer le mécanisme du développement à la base, et par ricochet le développement économique du pays.

" En créant de nouvelles préfectures dans la phase actuelle de mise en œuvre de la décentralisation, le gouvernement se donne les moyens



Payadowa Boukpepsi, ministre de la Décentralisation et des Collectivités locales

d'assurer un meilleur encadrement des collectivités locales pour leur permettre de réaliser pleinement leur potentiel économique ", indique clairement le communiqué, traduisant ainsi, la volonté manifeste d'aller vers l'autonomisation des collectivités.

Loin de s'arrêter à cette étape, le gouvernement a adopté en cette même rencontre un autre projet de loi portant création de communes en République togolaise.

" Ces communes sont créées sur la base d'un regroupement judicieux de cantons, proposé dans la feuille de route de la décentralisation et des élections locales, établie par le comité technique créé à cet effet par le gouvernement. Les critères utilisés tiennent compte de la situation géographique, des aspects sociologiques et historiques, des potentialités économiques locales et des données démographiques ", explique le communiqué, clouant ainsi le bec aux détracteurs qui estiment qu'aucun pas n'est franchi vers la tenue des élections locales.

N'en déplaisent à ceux qui critiquent pour critiquer, Faure Gnassingbé et son gouvernement

tiennent leur promesse, en posant des actes concrets servant de fondements solides pour le processus devant conduire aux élections locales.

Pour aller aux élections locales, une bonne base de décentralisation est nécessaire, c'est donc dans la logique d'offrir aux peuples togolais la possibilité de confier eux même leur communauté aux élus de leur choix, que ces efforts du gouvernement se

font.

Comme à l'accoutumée toutefois, certains leaders de l'opposition, qui cherchent toujours les couacs dans les actes du gouvernement, voient en la création de ces nouvelles préfectures et communes, une manière pour le parti au pouvoir de garantir une main mise sur certaines localités du pays. Ont-ils raison de le penser ? Sûrement pas, puisque des objectifs clairs ont été identifiés dans le communiqué qui a sanctionné le conseil des ministres.

Tout compte fait, le gouvernement estime que le processus de décentralisation qui demeure l'une de leurs préoccupations majeures, suppose non seulement des collectivités territoriales fortes et opérationnelles mais également des services déconcentrés de l'Etat également efficaces.

Il est donc de bons ton que tous les togolais se mettent en ordre de bataille pour faire de ces élections locales une réalité, en soutenant les efforts du gouvernement dans le cadre de ce processus qui fait son petit bonhomme de chemin.

G/N

**Rencontre Faure Gnassingbé-Chefs traditionnels : JEAN-PIERRE FABRE DÉVOILE SON HOSTILITÉ À LA VOIE OUVERTE VERS LES ÉLECTIONS LOCALES**

Tassé dans un silence sans pareil, faute d'événements politiques à se mettre sous la dent et se faire une santé politique, le célébritissime chef de file de l'opposition Jean-Pierre Fabre est enfin sorti de son silence pour, comme à son habitude, critiquer les actes louables du Président de la République en faveur du bien être des Togolais. Sauf que cette fois, il aurait mieux fait de garder le silence, que de livrer un message aussi vide et creux que le programme de son parti pour la population.



Jean-Pierre Fabre

En réaction à la rencontre du Chef de l'Etat avec les chefs traditionnels, avec pour objectif de récolter leur avis pour le bon déroulement du processus de décentralisation devant conduire aux élections locales, Jean-Pierre Fabre est, en effet, monté au créneau pour affirmer que Faure Gnassingbé ne devrait pas discuter de ce sujet avec les chefs traditionnels, mais plutôt avec les partis politiques.

" Le chef de l'Etat qui va parler de décentralisation aux chefs traditionnels, se trompe de destinataires et d'interlocuteurs. Ce ne sont pas les chefs traditionnels qui vont appeler la population à aller aux élections locales, ils n'évaluent pas la manière dont une élection est organisée, il faut s'entretenir avec les partis poli-

tiques qui vont y participer ", déclare fièrement Jean-Pierre Fabre.

Cependant, la question est de savoir si les chefs traditionnels, de par leurs fonctions ne devraient-ils pas être impliqués dans ce processus ? Ne sont-ils pas les premiers responsables administratifs des populations à la base ? Faure Gnassingbé et son gouvernement ont-ils dit qu'ils comptaient limiter leur consultation aux chefs coutumiers seulement ? Voilà quelques questions que devraient se poser le président de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC), avant de se précipiter pour faire ces déclarations.

Visiblement hostile à la tenue de ces élections locales, de peur que son impopularité grandissante soit mise à nue, Jean-Pierre Fabre annonce d'ores et déjà que " la démarche dans laquelle le gouvernement s'est engagé va se heurter à la contestation de l'opposition ". Ce qui révèle clairement qu'il se mettrait au travers du

Suite à la page 7

**Lutte contre la corruption et le sabotage économique :**

**Les " coups de poing " de Faure Gnassingbé contre les pilleurs de la République  
Robert Dussey, a-t-il joué un rôle dans l'arrestation de Kodjo Menan ?**

*Complaisance, complicité, lassitude, fébrilité, les mots étaient trop peu élogieux pour caractériser l'attitude du Président de la République face à la bande de pilleurs et de corrupteurs qui ont décidé de tirer vers le bas l'élan du Président de la République à hisser le Togo parmi les nations modèles. Fort heureusement, depuis quelques mois la cadence a changé de rythme et ceux qui ont choisi la cleptomane comme leur sport favori commencent par mettre la queue entre les pattes.*



L'Ambassadeur Kodjo Menan

C'est ce qui manquait au palmarès pour enrichir l'agenda du Président Faure pour que les togolais commencent à croire en lui, la lutte contre la corruption et le sabotage économique sans état d'âme.

C'est en début du week-end dernier que l'ancien ambassadeur du Togo auprès des Nations Unies Kodjo Menan a été interpellé par la DCPJ puis écroué à la prison civile de Lomé. De sources bien informées, ce commis de l'Etat en poste aux Nations unies s'est illustré négativement dans la gestion des fonds mis à sa disposition. Mieux comprendre la situation pour se faire une opinion.

**De quoi s'agit-il exactement ?**

Les faits remontent à plusieurs années déjà où le Togo a décidé de rénover à travers l'Office du Patrimoine Immobilier du Togo à l'Etranger(OPITE) tous les bâtiments du Togo à l'extérieur. Plusieurs milliards de nos francs ont été injectés dans cette opération.

Pour New York seul une bagatelle somme d'environ 1 million de dollars, soit un peu plus de 600 millions de nos francs ont été affectés pour remettre dans un état attrayant la résidence de l'ambassade. Pendant que les travaux dans d'autres pays ont connu une avancée très remarquable avec au bout des comptes la réception des travaux exécutés dans les règles de

l'art par des spécialistes chevronnés, au niveau de New York, sous la houlette de Kodjo Menan, les travaux avancent à pas de tortue s'ils ne sont pas totalement arrêtés. Les différents constats d'échecs et les incessants rappels à l'ordre de la part de l'OPITE n'ont pas permis aux techniciens du chantier dont l'ambassadeur est le maître d'ouvrage d'être à même de livrer le chantier à bonne date.

Entre temps, une décision du Ministère des Affaires Etrangères de faire en sorte que des diplomates togolais en poste dans d'autres pays n'excèdent pas 4ans au même endroit fait rentrer au bercail Kodjo Menan qui enregistre déjà 17 ans à New York, dont 11 ans comme diplomate et 6 ans en tant qu'ambassadeur. Idem pour son comptable aussi qui a fait plus de quatre (04) ans à son poste et qui devrait revenir.

Des soupçons de malversations, corruption et détournement dont soupçonnait l'OPITE vont se révéler au grand jour lorsque la nouvelle équipe arrive à New York et les missions régulières de l'office du patrimoine. Là-bas sur place le pot au rose se fait découvrir. Non seulement les travaux

n'ont pas avancé mais les pièces à conviction qui devraient permettre de se rendre compte de l'état des dépenses engagées ont été détruits. Le comptable de l'ambassade lui, sentant le ciel dégringoler sous ses pieds prend alors la poudre d'escampette. Le disque dur de l'ordinateur du comptable a été formaté, de même que celui de l'ordinateur de l'ambassadeur.

Très rapidement l'OPITE saisi le Ministère de la Justice pour ouvrir une information judiciaire à ce sujet. En début de week-end dernier donc les enquêtes et les auditions ont évolué à telle enseigne que celui qu'il convient d'appeler l'ancien ambassadeur du Togo au Nations- Unies est derrière les barreaux.

Au sein de l'opinion, certains estiment que la Ministre Robert Dussey serait derrière cette arrestation pour faire blocage à un éventuel remplaçant.

**Quel rôle a bien pu jouer Robert Dussey ?**

Ministre des affaires étrangères et de la Coopération, Ministre de tutelle de tous les ambassadeurs du Togo de par le monde, le Ministère de la

Justice ne devrait pas effectuer où commanditer des enquêtes dans une ambassade sans l'accord du Ministère de tutelle puisqu'il y a une solidarité gouvernementale agissante.

Alors, au regard des accusations portées contre le Ministre Dussey à savoir, vouloir écarter un éventuel remplaçant, il est surprenant que certains pensent que cette affaire soit cousu de fil blanc par un autre d'autant plus qu'il n'y a pas de fumée sans feu. Pourquoi ce n'est pas l'ambassadeur du Togo en France, moins encore celui au Canada qu'on a interpellé et que c'est Kodjo Menan?

Si tant est que le Chef de l'Etat veut remplacer Robert Dussey par Kodjo Menan, pourquoi Faure Gnassingbé n'a donc pas dit à la justice de fermer les yeux sur cette affaire de détournement qui éblouit Menan, parce qu'il veut faire de lui Ministre en remplacement de Dussey? Autant de questionnements qui nous amènent directement à parler du chantier de lutte contre la corruption ouvert par Faure Gnassingbé.

**Opération " coup de poing " contre les cleptomane de la République**

S'il y a une action à ajouter au palmarès de la gouvernance de Faure Gnassingbé pour qu'elle soit complète, et bien c'est la rigueur dans la répression des actes de corruption, de détournement et de sabotage économique.

Dès son accession au pouvoir Faure Gnassingbé a passé le clair de son temps à réconcilier les togolais entre eux, cette étape franchie, le Chef de l'Etat Togolais a lancé les grands travaux à l'issue desquels le réseau routier national a été complètement rénové et modernisé. Le Togo commence donc par être une destination privilégiée des hommes d'affaires d'horizon diverses, chacun projetant d'investir dans notre pays. Ceci ne

peut être possible si le climat des affaires n'est pas favorable. Dans ce domaine également, des réformes ont été engagées et depuis un certain temps, créer une entreprise au Togo n'est plus qu'un jeu d'enfant.

Les nombreuses réformes pour l'amélioration du climat des affaires, et dans le domaine économique sont fortement appréciées par des organisations non gouvernementales qui en ont tenu compte dans leurs classements annuels. C'est le cas du classement doing business par exemple. Aujourd'hui, il est question d'assainir les finances publiques en menant une guerre sans merci contre les détournements, les sabotages économiques et surtout la corruption, des indices sur lesquelles les institutions internationales sont très regardantes.

Faure Gnassingbé conscient qu'une minorité s'accapare des richesses du pays et sachant qu'il ne pourra accroître les ressources du pays si une croisade n'est pas lancée contre les pilleurs de la République, le ménage a démarré d'abord au Ministère de la santé où des fonctionnaires ont détourné d'énormes sous, à l'Office Togolais des Recettes où des agents véreux se sont faits recrutés sur la base de faux diplômes et actuellement c'est le tour du Ministère des affaires étrangères où une grosse ponte vient de tomber dans la nasse. Pour une première fois, les togolais sont unanimes pour reconnaître que ce type de traque devrait se poursuivre à tous les niveaux de l'administration public et parapublic afin de décourager d'éventuels candidat à la cleptomane de la République contre laquelle Faure vient de lancer une " opération " de salubrité publique, et mettre en confiance les partenaires au développement du Togo puis accroître au final nos chances d'éligibilité au Millenium Challenge corporation.

La Rédaction

**Lutte contre le terrorisme :**

**Pour plus d'efficacité, Yark resserre les liens de collaborations**

*Aucun pays ne peut aujourd'hui prétendre faire face seul à la menace terroriste qui pèse sur les pays du monde, et particulièrement sur la sous région ouest africaine.*



Col Yark Damehame, ministre de la Sécurité et de la Protection civile

Cette menace est aujourd'hui plus que jamais un facteur déstabilisateur des efforts de construction du développement des pays encore fragiles, où la paix est une denrée rare et précieuse.

Toutes les dispositions se doivent d'être prises pour éviter que la voie de l'émergence sur laquelle se sont engagés certains pays comme le Togo se transforme en des efforts vains. L'inquiétude est davantage grande que le Togo s'est engagé dans une coalition de lutte contre le terrorisme islamique précisément au Mali et au Tchad.

Ces fous d'Allah, qui prétendent agir selon la volonté de Dieu en voulant imposer à tout le monde la pratique de l'islam, ont promis s'attaquer à tous les pays faisant partie de la

coalition pour freiner leur élan. Après les Etats-Unis, c'est l'Europe, précisément la France et la Belgique qui font l'actualité de leurs attentats barbares. La Côte d'Ivoire a récemment connu des scènes de meurtres à sang froid avec environ 16 morts et plusieurs blessés. Le Burkina-Faso a

également été attaqué quelques semaines avant l'attaque de la Côte d'Ivoire. Même si l'on ne le souhaite pas, il faut se demander si le Togo ne sera pas la prochaine sur la liste.

Il faut marteler que les attentats de ces dihadjistes, ne sont pas que meurtriers, mais aussi destructeurs des

biens et infrastructures tant routières qu'immobilières. Ils servent à créer une psychose de peur générale et permanente dans le pays. Une psychose qui tend à ralentir les activités socioéconomiques et culturelles. Les frontières, malgré les efforts des gouvernements, pour assurer leur sûreté demeurent encore des défis à relever. Le ministre Yark semble avoir pris la mesure de l'imminence et de la dangerosité du problème.

Outre les simulations effectuées par les forces de sécurité togolaises pour se préparer à toute éventuelle attaque des dihadjistes ou pour faire preuve de dissuasion, l'ambition d'une synergie d'action sous régionale semble animer les autorités nationales.

C'est ainsi que pour faire de l'axe routier Lomé-Ouaga une voie sûre, après l'attentat de mi-janvier qui avait visé un hôtel de Ouagadougou faisant 28 morts, le Togo et le Burkina Faso se sont engagés à unir leurs efforts dans la lutte contre ce mal de l'heure.

C'est ce qui a justifié une rencontre vendredi à Ouagadougou, le ministre togolais de la Sécurité, Yark Damehame, et son homologue burkinabé, Simon Compaoré, ont décidé de renforcer les contrôles aux frontières et de coordonner les actions de renseignement et de surveillance.

Dans cette collaboration, des patrouilles conjointes seront assurées pour les militaires et les policiers dans les zones frontalières.

Les deux hommes ont, par ailleurs, saisi l'occasion pour affirmer leur volonté de faciliter la circulation des personnes et des marchandises entre les deux pays et de favoriser l'assistance mutuelle dans le cadre de la lutte contre la criminalité transfrontalière.

Rappelons qu'au cours de son séjour, le ministre Yark Damehame a également été reçu par le président Roch Kaboré pour évoquer les questions liées à la délinquance et à la lutte contre le terrorisme.

Armand

## Impact économique de la baisse des prix des produits pétroliers :

**Félicitations au Gouvernement !! Mais, peut encore mieux faire**

Les prix des produits pétroliers ont connu une réduction depuis le mercredi 24 mars 2016, suite à un communiqué rendu public par le gouvernement.

Désormais, les prix pratiqués aux pompes dans les stations sont tels que le Super sans Plon coûtera 496 FCFA le litre, le Pétrole lampant coûtera 446 FCFA, le Gazole coûtera 545 FCFA et le mélange 598 FCFA. Le prix du GPL reste inchangé, c'est-à-dire la petite bouteille de 3 Kg est à 3100 FCFA et celui de 6Kg est à 6500 FCFA.

Dans la chaîne du circuit économique qui va de l'achat à la vente de tout produit économique, le transport occupe une place importante.

En effet, les frais de transports qui pèsent lourds sur les commerçants dans le calcul de leurs coûts de revient, sont répercutés directement sur le prix de vente des produits. Ce qui entraîne un coût de vie de plus en plus élevé décrié par les citoyens. De

nos jours, tout le monde s'accorde à reconnaître que la vie est chère au Togo à tel point que les certains citoyens n'arrivent pas à manger 3 fois par jours.

Face au faible pouvoir d'achat des citoyens, il est impossible à ces derniers de dépenser suffisamment pour se satisfaire de certains besoins même les plus élémentaires.

Au Togo, le Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG) est de 35000 FCFA. Et, c'est difficilement que certaines entreprises payent ce montant à leurs employés compte tenu de leur situation économique relative-ment faible.

Si l'on considère le citoyen lambda qui gagne 35 000 FCFA, est-il vraiment possible pour lui, de vivre décemment face à cette cherté de la vie ?

Voilà une question importante qui mérite qu'on se la pose. Les prix des loyers aujourd'hui, demeurent insupportables par les citoyens, car étant



Mme Bernadette Légzim-Balouki, ministre du Commerce

au minimum pour une pièce à 7000 FCFA. Les frais d'électricité et d'eau pèsent également dans le budget. Les frais de déplacements pour aller sur son lieu de travail et en revenir, sans parler du manger.

Alors, cette décision est un effort

salutaire à poursuivre sensiblement au regard de la situation économique des citoyens qui est très navrante. Les gens n'ont pas les moyens de se soigner même si la santé demeure un droit légitime.

Cette baisse est également une

forme de lutte contre la vente illicite de carburants frelatés, qui seraient dans certaines mesures, un danger pour les engins des citoyens.

Toutefois, depuis 2006, le Togo a entrepris un processus de planification de son développement axé sur la réalisation des OMD et entre 2007 et 2012, ont été élaborées 3 stratégies de réduction de la pauvreté dont la dernière est la Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE) qui couvre la période de 2013-2017. Malgré la mise en œuvre des 2 précédentes stratégies, la reprise de la coopération et l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPT (Pays pauvre très endettés), les conditions de vie des togolais s'améliorent difficilement.

Le gouvernement ne doit pas se satisfaire de cet effort salutaire, mais faire en sorte d'aller plus loin.

Armand

## Une couverture santé et assurance pour sécuriser le remboursement des prêts FNFI:

**Victoire Dogbé redouterait-elle le non paiement des prêts ?**

La culture financière de la population à la base souffrirait-elle du manque de la notion de remboursement des prêts ? Tout semble le faire croire. Mais, ce qui est évident, c'est que ce projet n'aura pas d'avenir si les prêts ne sont pas remboursés. Et ceci, tout le monde le sait.

En 2010, avant l'élection présidentielle, certaines associations ont fait des prêts de ce genre à la population dans certaines localités. Ces sommes n'ont pas été remboursées après l'élection présidentielle. Et ces associations ont carrément disparu de l'espace public quelque temps après l'élection.

En effet, le message qu'aurait fait passer les responsables de ces structures est que si leur candidat gagne l'élection, les prêts ne seront pas réclamés. Donc face à ce précédent et du fait que les activités du FNFI ont démarré la veille de l'élection présidentielle de 2015, il faut dans une certaine mesure s'attendre que ce précédent aura forcément un impact sur ce nouveau projet qu'est le FNFI. Le risque est que la population confonde les objectifs du nouveau projet à celui de 2010.

Si tel est le cas, l'avenir du projet risque d'être assombri. La ministre en charge du Développement à la base, Victoire Tomegah-Dogbé, paraît, de toute évidence, avoir une réelle conscience de la situation et ne manque pas d'initiative pour assurer la pérennité du projet. C'est ainsi qu'après la campagne de sensibilisation sur la nécessité du remboursement des prêts, elle a jugé important de mettre en œuvre d'autres stratégies.

En effet, il s'annonce important de garantir le remboursement des fonds mis à la disposition des femmes, des jeunes, pour faire en sorte que le projet FNFI puisse être pérenne. Il s'agit ainsi, de prévenir toute éventualité d'insolvabilité. Ce qui n'est pas une chose aisée face à une population souvent analphabète.

La gestion de ces prêts requiert



Mme Victoire Tomegah-Dogbé, ministre du Développement à la Base

une importante habileté dont ne disposent pas toujours la population à la base.

La nouvelle initiative de sécurisation des remboursements engagés par la ministre Victoire Dogbé, donnera l'opportunité aux 600.000 bénéficiaires du FNFI de pouvoir bénéficier d'une couverture

santé et d'une assurance. Ceci pour chaque catégorie de produits, notamment APSEF, AGRISEF, AJISEF et autres.

Les ministres du Développement à la base, Victoire Tomegah-Dogbé, Moustapha Mujiyawa, de la Santé et Hemnia Adjamagbo, directrice générale de SUNU assurance, ont signé une convention en ce sens.

"Nous comptons offrir trois types de garanties : décès accidentel qui permettra aux bénéficiaires du crédit FNFI en cas d'accident de solder

les frais, une assurance santé et une garantie incendie qui couvre le lieu de travail et les équipements", a indiqué Hemnia Adjamagbo.

"Ce nouveau dispositif est une réponse au programme de protection sociale que le chef de l'Etat veut mettre en place", a indiqué Mme. Tomegah-Dogbé.

Les exclus du système financier classique sont ceux qui sont concernés par les services offerts par le FNFI.

Armand

## Sit-in des jeunes de l'ANC les 4 et 5 avril prochain :

**QUAND LES COMPORTEMENTS DES AINÉS SE DÉTEIGNENT SUR LA JEUNESSE**

"La pomme ne tombe jamais loin du pommier", stipule un proverbe français pour exprimer que le comportement d'un enfant n'est jamais loin de celui de ses parents. Cette expression explique justement le comportement des jeunes de l'Alliance Nationale pour le Changement qui, à force de regarder leurs aînés posés certains actes, les ont entièrement copiés au point de faire même pire que la génération ancienne.

Habités, en effet, à observer les premiers responsables de leur parti organiser à tue-tête des marches de protestation qui manquent tout autant de fondement, les jeunes du parti de Jean-Pierre Fabre ont décidé de faire un sit-in devant l'Ambassade d'Allemagne au Togo les 4 et 5 avril prochains, afin de dénoncer que la jeunesse togolaise ne profite pas de la coopération germano-togolaise.

Et pourtant, ces dates sont choisies pour marquer la célébration du "printemps de la coopération germano-togolaise", une initiative du ministère togolais des Affaires étrangères et de l'Ambassade d'Allemagne au Togo qui va connaître la présence de parlementaires, de diplomates et d'hommes d'affaires allemands et des Togolais de la diaspora.

Face à la presse, les jeunes de l'ANC, en bons élèves maîtrisant les leçons enseignées par leurs aînés, se



Jean Eklou, pdt de la jeunesse de l'ANC

sont livrées à une présentation vide de sens, présentation au terme duquel, il a été clairement détecté l'avidité qui sous-tend cette sortie médiatique.

Ces jeunes, sans aucune étude empirique et rationnelle, s'en prennent à la gestion des projets financés par la République allemande, depuis la reprise de la coopération, projets qui, selon eux, ne profiteraient pas aux jeunes togolais.

En 2011, un ministre allemand de passage à Lomé pour matérialiser la reprise de la coopération entre le Togo et l'Allemagne, a annoncé un fonds d'un montant de 6,5 millions d'euros destiné au secteur agricole et qui couvre la période allant de 2014 à 2019. Nous avons sillonné toutes les préfectures du Togo pour voir si les organisations de jeunesse sont au courant de ces programmes, elles nous ont répondu que non. A qui profitent alors ces fonds si la jeunesse

togolaise n'en est même pas au courant ?", a déclaré au cours de la rencontre Jean EKLOU, président de la jeunesse du parti orange.

En 2016, a-t-il poursuivi, un autre ministre allemand est venu au Togo et au sortir d'un entretien avec le chef de l'Etat Faure GNASSINGBE, il a annoncé que le fonds alloué depuis 2014 sera augmenté et porté à 10 millions d'euros. Il a aussi signalé l'existence d'un autre programme qui a débuté en 2015 et prend fin en 2017 mais qui n'est pas connu de la grande majorité des Togolais.

Toutes ces déclarations, non vérifiées auprès d'aucune institution étatique pour comprendre comment ces fonds sont gérés, traduisent à raison que ces jeunes sont guidés par l'avidité et l'amour de l'argent, plutôt que par la gestion faite de ces fonds.

Sinon, comment comprendre qu'en ne se fondant que sur des demandes à certaines personnes affirmer tout de go que "la jeunesse togolaise ne bénéficie pas de cette coopération" ?

Cette interrogation a tout son sens dans la mesure où le gouvernement de Faure Gnassingbé a mis les jeunes au centre de ses préoccupations à travers de différents programmes comme le Fonds d'Aide aux Initiatives Economiques des Jeunes (FAIEJ), le Programme Nationale de Volontariat

(PROVONAT), le programme de l'Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi (ANPE), ou encore le produit Accès des Jeunes aux Services Financiers (AJSEF) du Fonds Nationale de la Finance Inclusive (FNFI).

Tout comme leurs aînés, la jeunesse de l'ANC semble refuser délibérément de soutenir les actions et les efforts du gouvernement pour permettre à la jeunesse togolaise d'amorcer le développement économique du pays, et de travailler ensemble avec l'ancienne génération à la construction du Togo.

En tout cas, s'il faille jeter des fleurs aux jeunes de l'ANC, c'est parce qu'ils sont des bons élèves et ont retenus les leçons de leurs grands frères.

Jean-Pierre Fabre et ses compagnons peuvent se réjouir d'avoir une relève assurée en ce qui concerne les vaines, critiques, les sit-in dénués de tout fondement, les sempiternelles marches de protestations.

La jeunesse togolaise prévenue, sais cependant ce qui est bon de ce qui ne l'est pas, et saura faire les choix qui s'imposent à elle. Il faudrait cependant être de mauvaise foi pour ne pas reconnaître le président Faure Gnassingbé a fait, et continue de faire beaucoup encore pour le développement de la jeunesse togolaise.

G/N

**Lutte contre l'extrémisme religieux et les attentats terroristes:**

**Les " Amazones de la République " lancent une campagne de sensibilisation à Lomé**

Lorsqu'on scrute l'évolution de l'actualité, l'on comprend qu'aucune nation ne peut affirmer être à l'abri de menaces terroristes. Ces phénomènes qui, prennent des propensions inquiétantes ne sont plus uniquement l'affaire des forces de défense et de sécurité, mais une obligation d'alerte générale au sein de tout Etat. Fort de ce constat, L'association Synergie d'action pour l'équité genre, à travers son mouvement " les Amazones de la République ", a lancé une campagne de sensibilisation de masse à travers un meeting lundi dernier à Lomé couplé d'un gala de football féminin.



Les organisateurs du gala, on reconnaît Mme Rose Kouadjome (foulard au coup)

Elles étaient sorties massivement et ont répondu à cet appel patriotique pour la lutte contre le terrorisme. Cet événement a connu également la présence du Secrétaire Général du ministère de l'action sociale et de la promotion de la

femme, d'imams, de chefs traditionnels et de quartiers.

L'objectif est d'accompagner les actions du gouvernement à travers une campagne de sensibilisation qui consiste à faire à une éducation de masse, en procédant aussi à une prise de contact avec des personnes ressources dans les différentes loca-

lités du pays afin de préparer les esprits pour venir à bout du terrorisme.

A l'occasion, un gala de football féminin a attiré la foule des grands jours sur le terrain du Lycée d'Agoè et a connu une participation des équipes représentant le mouvement des femmes " Amazones de la

République venus de différentes localités. Tour à Tour, dans leurs interventions, imams et autorités traditionnelles, ont mis l'accent sur la surveillance de masse, la vigilance, culture de renseignement et collaboration avec les forces de l'ordre et de sécurité afin de dénoncer toutes velléités ou toutes menaces, des comportements suspects. L'assistance composée principalement de femmes a été sensibilisée sur l'évolution inquiétante du phénomène du terrorisme qui prend de plus en plus de l'ampleur.

Pour Mme Rose Kouadjome présidente de " La Synergie d'action pour l'équité genre " initiatrice du mouvement femme Amazone, le terrorisme aujourd'hui dans le monde fait plus de victime que les maladies comme le SIDA, le cancer, diabète, la fièvre de lassa, toutes réunies.

Elle a invité les femmes présentes

à dorénavant bien surveiller leurs enfants, à les conseiller à l'amour du prochain afin qu'ils ne deviennent pas victimes des idées radicalistes et extrémistes. Le représentant du Secrétaire Général du ministère de l'action sociale dans son propos a salué l'initiative et a invité les femmes à plus d'éveil et à porter l'alerte en cas de danger, aux forces de l'ordre de défense et de sécurité.

A travers cet événement, le ton est donné à une campagne de sensibilisation, afin d'appeler les populations à plus de vigilance et d'éveil.

A la fin, toutes les équipes participantes sont reparties avec des gadgets et prix d'encouragement. L'équipe de Logopé remporte le trophée devant son homologue de vakpossito dans les séances de tirs aux buts (5-4).

**Moudjib Falana**

**Obangame Express 2016 :**

**UN EXERCICE MULTINATIONAL QUI APPORTE DE L'EXPÉRIENCE AU TOGO EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ MARITIME**

La plupart des transactions au monde passe par la voie maritime qui, est malheureusement souvent utilisée par les pirates, les terroristes, les brigands pour réaliser leurs forfaits. De nos jours, il est plus que nécessaire pour chaque pays de sécuriser ce secteur afin d'empêcher le trafic de stupéfiants et le commerce illégal qui menacent l'économie et la sécurité maritime des Etats. Ainsi, l'exercice Obangame express qui s'est tenue du 19 au 24 mars à Lomé et qui a mis l'accent sur la sécurité maritime dans le golfe de Guinée prépare davantage le Togo pour une gestion synergique des crises maritimes grâce à l'action en mer et une coopération internationale.

En effet, l'exercice Obangame Express auquel le Togo enregistre sa sixième participation, met l'accent sur la sécurité maritime. Elle a porté sur une session de formation aux techniques de visite, les opérations navales, sans oublier les aspects du commandement et de la conduite des opérations. Il met l'accent sur la coordination et la coopération entre

les Etats. Il s'est réalisé sous l'expertise des représentants de " AFRI-COM".

Quand on sait que le Togo abrite à partir du 15 octobre 2016 le Sommet sur la sûreté, la sécurité maritime et le développement en Afrique, il est clair que cette opération dont a bénéficié les forces de l'ordre de sécurité de défense et

autre acteurs intervenants dans le domaine maritime et dont les scénarii reflètent les vrais problématiques maritimes auxquelles les Etats sont confrontés, c'est le Togo qui en sort gagnant.

Il a été question à travers des simulations, de pratiquer des abordages de navires suspects, de repérer les activités de pollution marine, de trafic de drogue, d'immigration illégale, de la fouille et de la saisie des cargaisons illicites, de s'imprégner des actions conjointes pour empêcher les criminels d'exploiter



les frontières pour leurs activités prohibées.

Durant l'opération des briefings à chaud on permis à chaque étape et au cours des exercices de faire le point et permettre ainsi aux participants d'assimiler et de s'approprier les leçons apprises sous forme de dispositions permanentes en eux.

Il est d'une évidence que les capacités opérationnelles des Forces de sécurité de défense togolaise sont renforcées et que ces derniers sont désormais prêts à relever les défis et ainsi parer à toutes éventualités au cas où elles se présentent

**Moudjib Falana**

**Le chocolat togolais en campagne de séduction**

La coopérative Choco-Togo, seul fabricant de chocolat au Togo, est la vedette de la 'Francophonie des Solutions' qui se déroule jusqu'au 24 mars à Nantes (France).

projets à succès.

L'aventure Choco Togo remonte à 2013. Six jeunes togolais avaient à l'époque participé en Sicile à une formation sur la fabrication tradi-



Eric Agbokou (dt) avec Mme Michaël Jean, SG de l'OIF

Eric Agbokou, l'un des responsables de la coopérative, s'est entretenu avec Michaëlle Jean, la secrétaire générale de l'OIF (Organisation internationale de la Francophonie).

La rencontre de Nantes rassemble de jeunes francophones, créateurs d'entreprises et porteurs de

tionnelle du chocolat et à Cita Di Castello à la Foire internationale du chocolat équitable. Une formation proposée par Youth in Action, un programme financé par l'Union européenne.

[republicoftogo.com](http://republicoftogo.com)

**Le site web "Réussites diaspora" lancé au Togo : Pour renforcer la communication entre la diaspora et l'administration**

La diaspora constitue un facteur important dans le développement d'un pays. Le poids des flux financiers de cette dernière dans l'économie de notre pays n'est plus à démontrer. Dans cette optique, il est important que le gouvernement togolais accorde une attention particulière aux citoyens ayant choisi de vivre à l'extérieur du pays.

A cet effet, les Togolais de la diaspora disposent désormais d'un portail pour leur permettre de rester en contact avec l'administration togolaise. Un site Web dédié au renforcement de la communication entre les Togolais de la diaspora et le Togo, a, en effet, été lancé ce 24 mars 2016 au ministère des affaires étrangères et de l'intégration africaine, à Lomé.

Selon le ministre des affaires



Robert Dussey, chef de la diplomatie togolaise

Etrangères et de l'intégration sous régionale, Robert Dussey, l'idée est de permettre aux Togolais de l'extérieur de s'enregistrer d'abord, ensuite de mettre à leur disposition des

informations sur le pays et surtout des appels d'offres pour des postes vacants.

" L'objectif est d'inciter l'investissement de la diaspora au Togo ", a fait comprendre le ministre Dussey.

Il faut dire que les initiatives se multiplient ces derniers temps à leur endroit. C'est dans ce sens qu'a été l'activité consacrée à ces Togolais de l'extérieur et baptisée "Réussites diaspora".

**La Rédaction**

## Double confrontations Togo-Tunisie :

# LE PUBLIC SPORTIF DÉÇU, IGNORE, QUE LE FOOTBALL TOGOLAIS SORT À PEINE D'UNE CRISE

Lorsqu'on est véritablement conscient du fait que, le football togolais a été rongé par une grande crise, l'on ne peut que se relever et continuer à se mettre au travail après ce match nul au goût de défaite contre les aigles de Carthage. Mais, force est de constater que, le public sportif ne cache pas sa déception suite à la piètre prestation des éperviers dans la double confrontation contre les Aigles. Est-il alors facile pour une sélection de renouer avec la victoire après s'être imprégnée de plusieurs années de crises ?



Les Eperviers du Togo (Archives)

Même si la Tunisie, ces dernières années, ne joue pas à son meilleur niveau, il faut reconnaître qu'il constituait un adversaire difficilement jouable pour le Togo. Leur championnat est l'un des meilleurs, si non, le meilleur sur le continent et ils évoluent depuis fort longtemps avec une ossature essentiellement locale. D'où, il serait important de faire une prévision pour le football national pour les années à venir. Au moment où, les principaux acteurs du football togo-

lais passaient leur temps à se faire la peau, sous d'autres cieus, c'est du bon travail qui s'exécutait. Il serait naïf de croire qu'après ces années de crises, nous rentrerons comme en un coup de baguette magique dans une spirale positive. Il faut un minimum de temps afin que se réalise un projet. Pour l'instant, la nouvelle équipe dirigeante du football national doit faire comprendre au public sportif que la solution pour un nouvel

élan du sport roi au Togo ne se fera pas sur un claquement de doigt. Le championnat national de football a existé il y a longtemps, Depuis un moment, l'équipe nationale manque

de discipline d'autant plus que les précédents dirigeants n'ont pas été exemplaire dans leur comportement, sans oublier la dislocation du bloc des supporters en plusieurs groupes qui, ne chantent plus d'une même voix. Voici des exemples qui ne présageaient pas une victoire pour le premier test des éperviers.

Il faut un peu de temps pour que la mayonnaise prenne.

L'on ne le souhaite pas puisque le Togo a encore son destin en main pour une qualification à la prochaine Coupe d'Afrique, mais s'il advenait que les éperviers ratent leur billet pour le Gabon, ce ne

serait pas une fatalité, dans la mesure où, le Togo revient de très loin, quand on observe les dégâts de ces crises respectives dans le sport roi national.

Il est temps de se plonger sur les moyens adaptés aux objectifs qu'on s'est assigné pour faire un football digne de ce nom dans les cinq prochaines années au lieu de s'apitoyer sur le sort des éperviers pour une qualification à la prochaine CAN. La question de la direction technique nationale est une question de l'heure. D'autres urgences attendent également le nouveau bureau exécutif, mais c'est sans doute avec l'apport de tous les acteurs sportifs. L'exemple du Sénégal est là. Il a fallu de la patience et du travail pour une sortie définitive de crise.

Moudjib Falana

## Rencontre Faure Gnassingbé-Chefs traditionnels :

### JEAN-PIERRE FABRE DÉVOILE SON HOSTILITÉ À LA VOIE OUVERTE VERS LES ÉLECTIONS LOCALES

Suite de la page 3

chemin du gouvernement pour empêcher que le processus de décentralisation aille à son terme.

Se transformant dans la foulée en moralisateur, Jean-Pierre Fabre s'est permis d'affirmer qu'au Togo, " on fait les choses à l'envers ou on procède par ruse. La ruse ça marche, mais il y a des moments ça ne marche pas. Il n'y a qu'au Togo qu'on ne comprend rien ". A croire que les leaders de l'ANC, habitués aux marches et aux vaines critiques, font eux même preuve de compréhension sur les sujets importants du Togo.

Tous les Togolais doté de sens, et de lucidité, ont compris depuis longtemps que certains leaders de l'opposition à l'instar de Jean Pierre Fabre, ne font pas de la politique pour améliorer à travers leurs actions, les conditions de vie et la situation économique de la population.

Le Président du PRR Nicolas Lawson avait déjà vu clair dans ce jeu en affirmant qu'ils ne font de la politique que pour eux même, afin d'assouvir leur égo. " Ils sont à l'assemblée nationale et ils ne font rien. Ils votent des lois qui ne servent à rien et ils prennent de l'argent. Ils n'ont même pas de bureau représentatif dans leur localité où ils peuvent venir travailler et discuter avec leur population ", avait déclaré Nicolas Lawson.

Dans le même ordre d'idée que la position saugrenue de l'ANC, le Parti des Togolais d'Alberto Olympio estime pour sa part que le gouvernement entretient " un flou " autour de l'organisation du processus de décentralisation et d'organisation pour les locales. Et pourtant, tout ce que le gouvernement fait est mis à jour pour

que tous les togolais soient au courant et qu'ils se préparent.

" Le gouvernement togolais entretient le flou sur l'organisation de ces premières élections pour prendre de court l'opposition togolaise dans son ensemble. Ce qui est important pour nous aujourd'hui, c'est de savoir la feuille de route du gouvernement sur les élections locales. Que préconise-t-il exactement ? Nous partis politiques, nous n'avons aucune information alors que nous sommes les acteurs principaux de cette élection. Nous demandons au gouvernement de faire les choses dans la clarté. Aujourd'hui, nous avons l'impression qu'on veut marginaliser la classe politique de l'opposition afin de la prendre à court à la veille des élections ", a déclaré sur une radio Nathaniel Olympio, Directeur de cabinet du Parti des Togolais.

Tout compte fait, Faure Gnassingbé et son gouvernement sont résolument engagés à aller au bout de ce processus, n'en déplaise au détracteurs qui font semblant de vouloir les élections locales alors qu'en réalité ils n'en ont rien à foutre.

" Il n'y a plus de raison de ne pas y aller...La décentralisation permet d'améliorer l'organisation administrative et de la rendre plus efficace en déléguant des pouvoirs à des élus locaux. Nous devons tous œuvrer à son succès car l'objectif ultime est de faire reculer la pauvreté. Mais Le gouvernement ne peut pas agir tout seul ", a déclaré Faure Gnassingbé lors de la rencontre avec les chefs traditionnels. Cette déclaration conforte la main tendue du Chef de l'Etat à tous les fils et filles du pays pour une meilleure gestion des affaires du pays.

G/N

## Bénin/ Une démocratie qui émerveille dans la sous-région :

### Patrice Talon élu Président de la République PLUSIEURS LEÇONS À TIRER DE CE SUCCÈS ÉLECTORAL

Comme nous l'avons annoncé dans l'article intitulé : " Election présidentielle au Bénin : Mathématiquement, les résultats du 2ème tour honorent Patrice Talon " dans notre précédente parution, il s'est avéré que l'analyse était tout à fait juste sur les tendances électorales des différents candidats et le poids de leurs alliances par rapport aux résultats finaux.

Dépassant Lionel Zinsou de la moitié de ses voix, Patrice Talon a eu 65,39% contre 34,61% pour Lionel Zinsou.

En fin de compte, le milliardaire Patrice Talon a réussi, avec le soutien de la coalition composée des autres candidats malheureux du premier tour dont le plus contributifs en termes de voix est Sébastien Ajavon. Cet appui lui a permis de prendre le dessus du deuxième tour de cette élection réussie, et qui fait la joie de tous les béninois, tout en suscitant l'admiration des citoyens des autres pays de la sous région.

Patrice Talon est devenu le président de la République du Bénin et succède donc à Yayi Boni. Il faut rappeler les relations entre les deux hommes s'étaient dégradées à un moment donné. En effet, Patrice Talon qui a financé et soutenu la candidature de Yayi Boni pour ces deux mandats, a été accusé par ce dernier de vouloir l'empoisonner. Une affaire d'atteinte à la sûreté de l'Etat qui a fait partir Patrice Talon en exil en France.

Malgré tout, ce qu'il faut retenir de ce pays, est que la démocratie est résolument en marche et l'alternance politique est un facteur essentiel dans son développement. Chaque Chef d'Etat qui passe, fait l'effort de faire mieux que son prédécent.

Chaque élection se déroule sur la base de règles clairement établies et stables. Ces règles électorales



Patrice Talon, président élu du Bénin

conventionnellement établies ne sont pas modifiées à chaque approche d'une élection. Il faut retenir aussi que les institutions de la République béninoise jouissent d'un capital de confiance de la part de la population. Ce capital de confiance est déterminant pour une période post électorale sereine et où le perdant appelle le vainqueur pour reconnaître sa défaite. Un fair-play extrêmement rare dans certains pays à démocratie encore balbutiante.

En matière des droits de l'homme, les citoyens sont libres d'exprimer leur adhésion politique sans aucune revanche de quelque nature que ce soit de la part du pouvoir en place ou des acteurs de l'opposition. La vitalité de cette démocratie offre la possibilité à tous les citoyens de tout bord politique d'avoir accès aux fonctions publiques.

Ce qui a été aussi surprenant est l'indépendance financière des formations politiques de l'opposition qui ont un impact réel dans le jeu politique. Contrairement à certains pays de la sous région et notamment au Togo où, les partis politiques ont besoin des prébendes que leur donne le gouvernement pour leur permettre de mener leurs activités politiques.

Il faut retenir aussi que sur le plan historico-politique, le Bénin est en paix avec son passé et se lance vers

la construction d'un avenir meilleur. Les luttes politiques visent toujours l'amélioration des conditions de vie de la population et le renforcement des institutions nationales. Mais au Togo, notre passé politique

continue de saper les efforts de développement. La conférence nationale souveraine des années 1990 qui a connu un succès au Bénin, a fermé décidément les pages sombres du passé. Toutefois, au Togo, cette conférence nationale souveraine a connu un échec et les démons du passé continuent par hanter le présent des togolais.

#### Que sait-on de Patrice TALON ?

Selon les informations, il est né le 1er mai 1958. Homme d'affaires béninois, Patrice Talon a fait fortune dans la filière d'intrants agricoles dans les années 1980 puis de l'égrenage du coton au Bénin au cours des années 1990 et 2000. Soutien principal à l'élection du président béninois Boni Yayi en 2006, il entre progressivement en disgrâce avec ce dernier à partir de 2011. Les démêlés qu'il a avec le chef de l'Etat dans les affaires de subventions agricoles, du PVI, mais qui n'ont jamais connu de plainte officielle devant un tribunal ont fini par le contraindre à l'exil à la suite de rumeurs d'enlèvement.

En 2015, selon le magazine Forbes Afrique, la fortune de Patrice Talon est estimée à 400 millions de dollars, ce qui lui donne le rang du 15ème plus riche milliardaire d'Afrique francophone subsaharienne et l'homme le plus riche du Bénin.

Armand



# DISTRIBUTION CONJOINTE TOGO TELECOM - TOGOCEL

Désormais, pour tous vos besoins en :

- **Renouvellement de forfaits Internet ADSL**
- **Rechargement de crédit téléphonique**
- **Transfert de crédit**

Rendez-vous auprès des Points de Vente TOGO TELECOM et des distributeurs de produits et services TOGOCEL sur toute l'étendue du territoire national.

**Groupe TOGO TELECOM**

Infos : Composez le 119 ou le 22 22 01 19 si vous appelez d'un autre réseau.

Récépissé n°0254/29/10/04 HAAC

**L'ÉVEIL**  
de la nation

**Siège :** Adidoadin, Pavée Prolongé, 2ème Carré après la Pharmacie Le Galieen  
Tél: (00228) 22 32 85 95  
**Directeur de Publication:**  
**Sama T. DJOBO**  
(00228) .90 03 17 74  
.98 62 72 72

**Rédaction:**  
Biva KPELAFIA,  
Sam DJOBO,  
Armand ATTISSO  
Moudjib FALANA  
Gaël N.  
Kékéli (Stagiaire)  
Kahf DJOBO (Stagiaire)

**Secrétariat :**  
AGBERE Takira  
  
**Imprimerie:**  
La Colombe  
**Tirage :**  
2.500 exemplaires